

# Les relations économiques Est-Ouest 1975-1985 : Bilan et perspectives

## East-West Economic Relations 1975-1985 — Evaluation and Prospects

Marie Lavigne

Volume 12, numéro 4, 1981

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701276ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701276ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lavigne, M. (1981). Les relations économiques Est-Ouest 1975-1985 : Bilan et perspectives. *Études internationales*, 12(4), 733-748.  
<https://doi.org/10.7202/701276ar>

Résumé de l'article

The "golden age" in East-West trade is over since 1975. However, the period following the beginning of the world crisis, up to 1980, was not so gloomy as it was expected in the mid seventies. Although at a reduced rate, compared with the previous period, there was a significant increase in trade and especially exports of Eastern Europe to the West. Apart from the Polish case, indebtedness of Eastern Europe did not soar in dramatic proportions, and some countries achieved a stabilization of their trade balance with the West at the end of the decade; East-West industrial cooperation developed; the adverse political climate, which deteriorated sharply in 1980, did not stop trade flows and did not entail a reorientation toward Comecon of East European trade ; notwithstanding the standstill of Comecon EEC negotiations, several important arrangements were signed between the Common Market and individual Comecon member countries.

The prospects up to 1985 are not very bright, especially when considering the recession in Western economies, the structural difficulties impeding the reform movement in the East European economies, the Polish crisis, the financial difficulties of some other countries. The future of East-West trade is linked to the energy constraints of the Eastern bloc, its agricultural situation ; it may benefit from the developments in the socialist integration process.

## LES RELATIONS ÉCONOMIQUES EST-OUEST 1975-1985 : BILAN ET PERSPECTIVES

Marie LAVIGNE \*

### ABSTRACT — East-West Economic Relations 1975-1985 — Evaluation and Prospects

*The "golden age" in East-West trade is over since 1975. However, the period following the beginning of the world crisis, up to 1980, was not so gloomy as it was expected in the mid seventies. Although at a reduced rate, compared with the previous period, there was a significant increase in trade and especially exports of Eastern Europe to the West. Apart from the Polish case, indebtedness of Eastern Europe did not soar in dramatic proportions, and some countries achieved a stabilization of their trade balance with the West at the end of the decade; East-West industrial co-operation developed; the adverse political climate, which deteriorated sharply in 1980, did not stop trade flows and did not entail a reorientation toward Comecon of East European trade; notwithstanding the standstill of Comecon EEC negotiations, several important arrangements were signed between the Common Market and individual Comecon member countries.*

*The prospects up to 1985 are not very bright, especially when considering the recession in Western economies, the structural difficulties impeding the reform movement in the East European economies, the Polish crisis, the financial difficulties of some other countries. The future of East-West trade is linked to the energy constraints of the Eastern bloc, its agricultural situation; it may benefit from the developments in the socialist integration process.*

Personne ne conteste que « l'âge d'or » du commerce Est-Ouest se situe en 1970-1975. Pendant cette période, les échanges s'accroissent de 28% par an. La coopération industrielle démarre et suscite de grands espoirs. La détente, propice au resserrement des relations économiques, s'incarne dans la préparation et la signature en 1975 à Helsinki de l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Même la crise mondiale n'affecte pas immédiatement ces relations; la décélération de la croissance ne touche qu'en 1975 les pays de l'Est, dont les importations se maintiennent encore à un niveau élevé. Entre 1975 et 1980, la tendance à l'expansion se renverse. Sur un fond général de croissance ralentie à l'Est comme à l'Ouest, les exportations des pays de l'Est deviennent plus difficiles; la récession occidentale réduit les débouchés tandis que la baisse des capacités internes de production diminue l'offre. Acculés à un endettement extérieur croissant, les pays socialistes réduisent leurs importations. Le climat politique s'alourdit, spécialement après l'intervention soviétique en Afghanistan et la riposte économique

---

\*Professeur à l'Université de Paris I. Panthéon – Sorbonne.

Revue Études internationales, volume XII, n° 4, décembre 1981

qui suit (embargo sur les ventes de céréales à l'URSS, surveillance accrue des transferts de technologie). La crise polonaise, après août 1980, contribue à aggraver le sentiment de pessimisme et d'incertitude qui domine les relations Est-Ouest.

La période 1981-1985 s'est donc ouverte sur des perspectives sombres pour le commerce Est-Ouest. Est-ce justifié? L'examen du bilan des années récentes, ainsi que des visions possibles pour l'avenir à moyen terme, suggère des conclusions plus nuancées.

## I – LE BILAN DES ANNÉES 1975-1980

Si l'on reprend les prévisions à moyen terme les plus couramment avancées en 1975, on voit que la réalité des cinq années suivantes ne vérifie pas les hypothèses les plus restrictives alors émises:

- les pays de l'Est ont réussi remarquablement à développer leurs exportations vers l'Ouest, malgré la crise;
- ils sont parvenus à contenir la progression de leur dette;
- la coopération industrielle Est-Ouest ne s'est pas significativement affaiblie;
- la fin de la détente n'a pas influé sur le commerce;
- le blocage du dialogue CEE-Comecon n'a pas empêché des arrangements concrets intra-européens;
- le repliement des pays socialistes européens sur le Comecon ne s'est pas produit.

### A — Les pays de l'Est ont davantage accru leurs exportations que leurs importations

Dès 1975, la crise mondiale avait provoqué une chute du taux de croissance des importations occidentales (qui passa de 42,7% en 1974 à 5,3%); en revanche celui des exportations ne baissa que d'un quart (de 39,3% à 31,9%). Tenus par leurs plans et pour la dernière année du quinquennat 1971-1975, les pays de l'Est avaient dû continuer à importer à un rythme à peine ralenti en valeur, tandis que leurs ventes subissaient le contrecoup de la récession à l'Ouest.

Mais à partir de 1976 la tendance s'inversa. Comme il était logique la progression des achats socialistes diminua fortement; le point le plus bas de la compression fut atteint en 1977, où la croissance fut nulle. En revanche, les ventes des pays socialistes augmentèrent, en dépit des prévisions contraires fondées sur l'hypothèse de la montée de tendances protectionnistes à l'Ouest. De 1976 à 1979, en quatre ans, ces ventes doublèrent en valeur, tandis que les achats n'augmentèrent que de 50%. 1980 voit la confirmation de cette tendance: 10% de plus pour les importations de l'Est, 19% pour les exportations<sup>1</sup>.

1. Les calculs sont fondés sur les chiffres de l'OCDE (statistiques du commerce extérieur, série A) qui n'incluent pas le commerce inter-allemand. Celui-ci a évolué dans le sens d'une progression plus rapide des exportations de l'Allemagne démocratique par rapport à ses exportations, donc dans la ligne générale, mais avec des taux plus bas pour les exportations et plus élevés pour les importations par rapport aux chiffres du commerce Est-Ouest: en 1979 on atteint, sur une base 100 en 1975, l'indice 184 pour les premières et 161 pour les secondes. L'année 1980 voit une progression de 24 et 15% respectivement. La pression à la réduction du déficit (chronique) de la RDA est moins forte que dans le cas général du commerce Est-Ouest en raison de l'arrangement entre les deux Allemagnes, selon lequel la RFA accorde à la RDA un crédit sans intérêt pour une certaine fraction de son déficit (crédit dit *swing*). Les échanges interallemands représentent environ 6% du commerce Est-Ouest.

Est-ce à dire que les pays de l'Est ont tort de se plaindre en accusant l'Ouest, et tout spécialement la CEE, d'élever des défenses protectionnistes, de ralentir voire bloquer depuis 1975 la libération des contingents et de recourir à tout l'arsenal des procédures extra-tarifaires à leur égard ? Poursuivons l'analyse des données quantitatives.

En premier lieu les chiffres de progression ont été calculés en valeur. Si l'on considère l'évolution en volume, entre 1976 et 1979 les exportations des pays socialistes ont augmenté globalement de 40%, et leurs importations de 8%<sup>2</sup>. En 1980, les deux indices baissent, de 4,1% et 2,7% respectivement. Que peut-on en conclure ? D'abord, que l'évolution en volume accentue la tendance en valeur. Cela se conjugue avec une évolution des prix qui jusqu'en 1978 est à l'avantage des pays occidentaux ; les termes de l'échange des pays de l'OCDE avec l'Est s'accroissent de 4% sur les trois ans 1976-78, mais décroissent fortement en 1979 (-8,1%), et en 1980 (-8,9%), en raison du second choc pétrolier. Ensuite, si l'on compare les résultats ci-dessus avec les évolutions générales du commerce des pays occidentaux, on constate qu'en volume ces pays ont bien davantage accru leurs exportations vers le reste du monde (+31% en 1976-1979) que vers les pays socialistes, l'évolution des prix étant en gros parallèle ; l'écart se creuse encore en 1980. En revanche les importations des pays de l'OCDE ont augmenté à partir du reste du monde légèrement moins (+35%) qu'à partir des pays socialistes. Mais inversement, dans le contexte d'une baisse globale des importations des pays industrialisés en 1980, la réduction est plus marquée avec l'Est.

Conclusion : du point de vue de l'Ouest, tandis que les débouchés offerts par l'Est se rétrécissaient nettement plus vite que sur les marchés mondiaux, les marchés occidentaux ont jusqu'en 1979 offert des possibilités aux pays de l'Est qui n'apparaissent pas discriminatoires par rapport au reste du monde : en valeur comme en volume l'Ouest a accru ses importations plus rapidement avec l'Est qu'avec l'ensemble de ses partenaires jusqu'en 1979 (et en valeur, jusqu'en 1980).

Cependant, du côté des importations occidentales, ce tableau général s'explique en grande partie par la proportion croissante des produits énergétiques (exportés essentiellement par l'URSS) dans le chiffre d'affaires total ; elle passe de 20% en 1973 à près de 40% en 1976, 44% en 1979 (la part du pétrole et des produits pétroliers, de 14,3% à 28,9% et 35% respectivement). Cette progression s'accompagne d'un déclin des produits alimentaires (de 16,6% en 1973 à 9,2% en 1976, 7,5% en 1979). Quant aux produits manufacturés dont les pays socialistes voudraient développer les ventes à l'Ouest, le tableau est celui d'une grande stabilité : 7,4% en 1976 et 7,5% en 1979 pour les biens de consommation, 2,0% et 1,9% respectivement pour les textiles, 4,1% et 3,9% pour l'acier et le fer ; seule la part des produits chimiques s'accroît, de 5,2% à 7,2%. Une part stable signifie que le rythme de progression en valeur des exportations de ces produits suit le rythme général du commerce ; comme on l'a vu, ce n'est déjà pas si mal.

2. Nous utiliserons ici la remarquable étude de Jan STANKOVSKY, *Ost-West Handel 1980 und Aussichten 1981*, Forschungsberichte der Wiener Institutes für internationale Wirtschaftsvergleiche, n° 68, avril 1981, 87p.

## B — La progression de la dette s'est ralentie

À la fin de 1975 l'endettement des pays socialistes était de 31 milliards de dollars; il avait presque doublé par rapport à la fin de 1974. Fin 1980, la dette nette atteignait entre 67 et 70 milliards de dollars selon les estimations. Cela représente un taux moyen annuel de croissance de 17%; en fait la croissance annuelle a été marquée par une décélération sensible à partir de 1978 (25% en 1976, 33% en 1977, 12% en 1978 et en 1979, 5,5% en 1980).

En 1981, l'attention a été concentrée sur la dette polonaise, qui dès 1980 représentait plus du tiers de l'endettement total (peut-être plus encore si au lieu des 23 milliards de dollars indiqués par les Polonais eux-mêmes comme leur endettement fin 1980, on doit accepter le chiffre de 27 milliards résultant des calculs de la Banque des Règlements Internationaux<sup>3</sup>). En 1980 la charge de la dette (rapport des paiements d'intérêts et remboursements du principal aux recettes d'exportation) atteignait près de 100%. Aucun autre pays ne se trouve dans cette situation catastrophique. Les trois petits pays d'Europe de l'Est dont l'endettement, le plus élevé après la Pologne, s'établit entre 10 et 7,5 milliards, RDA, Roumanie et Hongrie, supportent une charge comprise entre 37 et 55%. Les performances régulières de l'économie allemande et les talents financiers internationalement reconnus des banquiers hongrois inspirent confiance à leurs créanciers. Le cas de la Roumanie est plus difficile: ce pays est devenu importateur net de pétrole, ses exportations sont ralenties par suite d'une forte diminution du taux de croissance. Des difficultés de paiement pour la dette à court terme ont été admises par les autorités roumaines en septembre 1981. La Bulgarie, dont la charge de la dette demeure élevée (60%) a stabilisé la progression de celle-ci grâce à des surplus importants avec les pays en voie de développement compensant son déficit avec l'Ouest. La Tchécoslovaquie est le pays le plus sage financièrement, ceci ayant comme contrepartie négative une baisse régulière de sa part dans le commerce mondial. Enfin la dette soviétique décroît depuis 1977, et est de plus de moitié inférieure à celle de la Pologne en 1980; mais l'aide apportée à celle-ci a fait remonter en 1981 l'endettement de l'URSS en devises (dès le premier semestre de 1981, le déficit commercial de l'URSS avec les pays industrialisés a fortement augmenté, atteignant 3,6 milliards de dollars). Au total les préoccupations liées aux problèmes d'endettement sont désormais centrées sur la Pologne; en comparaison, le risque financier représenté par les autres pays est faible. Notons pour terminer qu'à la fin de 1980 le Brésil avait atteint un niveau d'endettement proche de celui de tous les pays de l'Est pris ensemble.

## C — La coopération industrielle Est-Ouest n'a pas dramatiquement diminué

La coopération industrielle a été considérée au début des années soixante comme la solution miracle aux difficultés du commerce Est-Ouest. Prolongeant des ventes occidentales d'équipements ou de licences par une coopération suivie avec le partenaire socialiste, elle permettait de rembourser sur plusieurs années le prix de la vente par des produits issus de la coopération, alors facilement absorbable par des marchés en expansion.

3. Ventilation par échéance des prêts bancaires internationaux, BRI, juillet 1981.

À partir de 1976, année où le nombre cumulé des contrats s'élève à 1000-1200 selon les estimations, on assiste à un tournant dans l'attitude occidentale vis-à-vis de la coopération industrielle, ainsi que dans l'évolution quantitative de celle-ci. Ce second point n'est d'ailleurs pas essentiel: le nombre de contrats n'est qu'un indicateur approximatif car selon leur domaine les contrats ont des valeurs très diverses (souvent inconnues, d'où la nécessité de raisonner sur le nombre); les contrats sont signés pour une période généralement longue et donc la coopération continue dans le cadre de contrats signés avant 1976. Ce qui est plus important, c'est le climat psychologique de la coopération. De plus en plus nettement depuis le début de la crise occidentale, les pays de l'Est sont soupçonnés de vouloir faire passer à travers la coopération leurs exigences croissantes de compensation.

Les deux concepts ne se recouvrent que partiellement<sup>4</sup>. Si la coopération comporte par définition même des flux croisés d'échange et donc un élément de compensation, au point que les Soviétiques associent toujours les deux dans la formule « coopération sur une base de compensation »<sup>5</sup>, toute transaction assortie de compensation n'est pas de la coopération. Il en est ainsi notamment lorsque des produits n'ayant aucun rapport avec la vente initiale sont proposés en « contre-achat ». Les exigences de compensation sont particulièrement redoutées dans les secteurs sensibles en Occident: produits chimiques, industrie mécanique et notamment secteur automobile, machines-outils, équipement électrique.

La compensation a sans doute progressé dans les années 1975-1980 mais l'estimation de la proportion des échanges Est-Ouest qu'elle couvre est hautement aléatoire; la fourchette des évaluations va de 3 à 70% comme le note G.Wild<sup>6</sup>; la plus forte concentration des estimations plausibles se situe dans la fourchette de 10 à 15%.

Si on se limite à la coopération industrielle *stricto sensu*, on notera qu'au milieu des années 1970-1980 la Commission Économique pour l'Europe des Nations Unies lui attribuait 3 à 4% des échanges Est-Ouest, mais 10 à 15% du commerce des biens manufacturés<sup>7</sup>. Après une stagnation sensible en 1978 et 1979, la coopération semble avoir repris<sup>8</sup> dans des domaines spécifiques. Notons que les efforts de certains pays de l'Est pour attirer des capitaux étrangers par la création d'entreprises mixtes sur leur territoire n'ont pas été couronnés de succès: la Roumanie qui a introduit la première une telle législation en 1971 plafonne à 8 contrats, la Hongrie (législation de 1972, assouplie en 1977) à 3<sup>9</sup>, la Pologne (législation de 1976 dans sa version amendée de 1979) à 1; la Bulgarie ne semble pas avoir mis en oeuvre sa législation de 1980. En revanche deux formes de

4. Ces problèmes définitionnels sont excellemment soulignés dans l'étude de Carl MC MILLAN, « Trends in East-West Industrial Cooperation », *Journal of International Business*, Fall 1981.

5. G. WILD, « De la compensation Est-Ouest au retour du bilatéralisme d'État », *Économie prospective internationale*, n° spécial « Aspects de la politique économique soviétique », avril 1981, n° 6, p.76.

6. G. WILD, *op. cit.*, pp.83-85.

7. *La coopération industrielle Est-Ouest*, ECE/Trade/132, Nations-Unies, New-York, 1980, p.17.

8. Le dernier rapport de la CEE-NU *Étude sur la situation économique de l'Europe en 1980* (mars 1981) évalue la contribution de la coopération industrielle à « quelques 20% du commerce Est-Ouest » (p.178).

9. 8 selon Carl MC MILLAN, *op. cit.*

coopération ont pris un nouvel essor: la coopération industrielle sur marchés tiers; les grands contrats dans le domaine des matières premières et produits de base.

La coopération tripartite, où le nombre des contrats est passé de 55 fin 1976 à 257 fin 1980<sup>10</sup>, a été probablement stimulée par les possibilités qu'ouvraient les marchés des pays exportateurs de pétrole. Elle est également liée à la poussée de la compensation, dans la mesure où les firmes occidentales pressées d'accepter des contre-achats en contrepartie de leurs ventes d'équipements à l'Est ont cherché à s'approvisionner dans les pays socialistes pour la réalisation de projets localisés dans les pays en voie de développement<sup>11</sup>.

Les grands contrats de ventes d'équipements contre des livraisons de matières premières et produits de base ne sont pas une nouveauté. L'URSS est ici le principal partenaire. L'exemple le plus classique est celui des contrats « tubes contre gaz » (21% de la valeur des contrats signés entre 1968 et 1978); mais la proportion la plus forte va aux contrats « équipements contre produits chimiques » (48% de la valeur des contrats)<sup>12</sup>. Le grand accord cadre de coopération signé en 1980 entre la firme française Rhône-Poulenc et l'URSS prévoyant sur dix ans des livraisons d'équipements pour l'industrie chimique et de certains produits chimiques, contre d'autres produits chimiques et du pétrole, et portant sur plus de 30 milliards de francs, est significatif en ce sens. L'URSS négocie en 1981 un ensemble de contrats avec des firmes allemandes, françaises, italiennes, belges, hollandaises et autrichiennes pour la livraison de tubes destinés à un gazoduc de plus de 5000 km, devant acheminer le gaz soviétique de Sibérie occidentale jusqu'en Europe; si ces arrangements sont conclus, la valeur de cette seule opération sera au moins égale aux deux tiers de celle de tous les contrats du type « équipements contre produits de base » signés dans la décennie précédente.

L'essor de telles opérations a cependant une limite: la force des pressions américaines sur leurs alliés européens. Tant les restrictions aux livraisons de technologie occidentale que les mises en garde contre une dépendance excessive des pays européens par rapport aux approvisionnements d'origine soviétique vont en ce sens – sans grand succès jusqu'ici.

#### D — Les tentatives américaines pour durcir la politique d'exportation vers l'Est ont très largement échoué

Cette question est bien connue, aussi n'en rappellera-t-on que les aspects principaux.

Malgré la détérioration progressive de la détente sur le plan politique, les relations économiques paraissent de moins en moins affectées par le contexte politique, même aux États-Unis. En 1979, il était même question de lever « l'amendement Vanik-Jackson » liant l'attribution à l'URSS de la clause de la nation la plus

10. Données de Carl MC MILLAN.

11. « Recent Developments in Industrial Co-operation: Co-operation in Third Markets », n° spécial « Trends in East-West Industrial Co-operation », *Economic Bulletin for Europe*, March 1981, vol. 33, n°1, p.140.

12. « A Quantitative Survey of the Development of East-West Industrial co-operation », *Ibid.*, p.6.

favorisée à la libéralisation en URSS des conditions d'émigration des juifs soviétiques.

L'année 1980 s'ouvrit sur les suites de l'intervention soviétique en Afghanistan. Mis à part le boycott des Jeux Olympiques, deux ensembles de mesures économiques furent décidées aux États-Unis et recommandées à leurs alliés : l'embargo sur les céréales ; les restrictions aux exportations de technologie. Ces mesures ne furent pas effectives. L'embargo ne priva l'URSS, sur la campagne 1979-1980, que de 6 millions de tonnes de céréales sur les 37,5 millions qu'elle se proposait d'importer ; tant certains fournisseurs traditionnels (Argentine notamment) que les exportateurs américains eux-mêmes comblèrent la différence entre les besoins soviétiques et les ventes minimales autorisées au titre des courants d'échange traditionnels. La levée de l'embargo, après maintes hésitations, par l'administration Reagan en 1981 rendrait peu crédible, pour l'avenir, une nouvelle mesure de ce genre. La seule conséquence directe a été de faire payer à l'URSS un supplément de 1 milliard de dollars (soit 20% plus cher) ; peut-être aussi de lui faire mieux gérer son agriculture.

Quant aux restrictions sur les ventes de technologie, elles devaient impliquer un renforcement du Cocom, l'organisme consultatif qui groupe tous les États membres de l'OTAN, moins l'Islande, plus le Japon, et y compris la France, siège de l'institution. En fait, depuis le début de 1980, aucune décision coordonnée n'a été prise pour la révision des listes de produits stratégiques. Le sommet des nations industrialisées à Ottawa en juillet 1981 s'est limité à enregistrer le vœu de consultations futures « en vue d'améliorer le système actuel de surveillance du commerce avec l'URSS, des produits stratégiques et des technologies qui y sont associées » (communiqué du 21 juillet). Les États-Unis ont accru la sévérité de leurs propres restrictions, non sans contradictions et retournements. Ainsi, en août 1981, tandis que le gouvernement américain faisait pression sur les pays européens concernés par la fourniture à l'URSS de tubes destinés au gazoduc sibérien, pour les inciter à reconsidérer leur position et leurs risques de dépendance par rapport à l'URSS, il autorisait simultanément une firme américaine à vendre aux Soviétiques des bulldozers destinés à poser des tubes... à condition que ces bulldozers ne soient pas utilisés pour ce gazoduc ! L'autorisation a été justifiée par le fait qu'en son absence, une firme européenne eût pu se substituer à l'entreprise américaine. Cette éventualité fort raisonnable est en effet la démonstration de l'inutilité de l'embargo.

On voit mal dans ces conditions quel événement politique pourrait conduire à un embargo total, en dehors de l'hypothèse d'un conflit armé entre l'Est et l'Ouest.

#### E — Le blocage des relations CEE-Comecon n'a pas empêché une progression modeste des arrangements entre la CEE et le Comecon

Le dialogue CEE-Comecon, véritablement engagé en 1976 avec un projet d'accord cadre proposé par le Comecon, n'a guère enregistré de progrès au cours des cinq années suivantes, si ce n'est l'acceptation par la CEE, en 1979, de l'évocation (très générale) des problèmes commerciaux dans un tel accord. La CEE se refuse en effet à négocier avec le Comecon sur des questions commerciales, l'estimant incompétent. Son objectif est de parvenir à des accords séparés avec



chacun des pays de l'Est. Elle l'a atteint en partie; des arrangements avec tous les pays d'Europe centrale sauf la RDA ont été conclus sur le textile (à partir de 1976) et l'acier (à partir de 1978). Un accord plus général portant sur tous les produits industriels et presque assimilable à un accord commercial a été conclu avec la Roumanie en 1980; il doit accroître ses possibilités de pénétration sur les marchés de la CEE (et inversement). Ce serait donc là un facteur localisé de développement des échanges Est-Ouest; il faudra observer attentivement la progression du commerce des Dix avec la Roumanie.

Si, globalement, les relations entre les deux intégrations européennes ne se sont guère modifiées, on n'a pas assisté à une montée des tendances autarciques au sein du Comecon.

#### F — La réorientation géographique du commerce des pays de l'Est vers le Comecon ne s'est pas produite

Contrairement aux prévisions, la diminution du taux de croissance du commerce Est-Ouest ne s'est pas accompagnée d'une réorientation vers le Comecon. On attendait en effet le scénario suivant: la hausse des prix d'exportation soviétiques à partir de 1975, spécialement pour les produits énergétiques, devait orienter vers l'URSS une partie croissante du commerce de ses partenaires, tenus de lui fournir un volume plus important de produits pour une quantité donnée de livraisons. Qu'en a-t-il été?

Le commerce intra-Comecon a augmenté à un rythme plus faible que le commerce Est-Ouest, de 11% par an sur la période 1976-1980. Cependant, l'accroissement des prix a été plus faible sur le marché international socialiste. Aussi, tandis que, en volume, les exportations socialistes vers l'Ouest augmentaient de 6% par an et leurs importations en provenance de l'Ouest de 1%, le commerce intra-Comecon s'accroissait de 5,4% par an, avec un ralentissement en fin de période.

Pour apprécier ces évolutions qui apparaissent contraires selon que l'on raisonne à prix courants ou à prix constants, distinguons dans l'ensemble des relations intra-Comecon celles de l'URSS et celles de ses six autres partenaires. En valeur, la part des « Six » dans le commerce de l'URSS a légèrement décroché entre 1975 (45,8%) et 1979 (44,8%), ayant dans l'intervalle culminé à 48% en 1978. Pour les six partenaires de l'URSS, l'évolution est comparable: la proportion de leur commerce avec leurs partenaires du Comecon est passée de 59,7 en 1975 à 57,4 en 1979; avec l'URSS, elle est demeurée stable (passant de 33,4 à 33,6). Mais tandis que sur cette période tous les petits pays de l'Est, à l'exception de la Roumanie, accumulaient un déficit important avec l'URSS, celle-ci se trouvait avoir accordé une sorte de crédit forcé à tous ses partenaires sauf un, représentant un manque à gagner en importations. S'il est donc vrai que l'URSS a considérablement amélioré ses termes de l'échange vis-à-vis de ses partenaires, de 21% sur la période 1975-1980 selon les statistiques soviétiques qui donnent une évolution minimale<sup>13</sup>, elle n'en a

13. A. TIRASPOLSKY, « Les termes de l'échange en URSS et en Europe de l'Est dans les échanges Est-Ouest », Rapport présenté au II<sup>me</sup> Congrès mondial d'études soviétiques et est-européennes, octobre 1980, reprographié; *Annuaire du commerce extérieur de l'URSS* en 1980.

pas complètement extrait le bénéfice matériel (son surplus cumulé représente 6,2% de ses exportations).

En volume, entre 1976 et 1979 les exportations soviétiques vers les Six se sont accrues de 4,5% par an, et les importations de 6,1%. Si l'on compare sur cette même période les progressions en volume du commerce des Six (hors URSS) avec l'Ouest, on constate un accroissement des exportations occidentales de 1,9% par an, et des importations de 8,9%<sup>14</sup>.

Plusieurs conclusions très importantes se dégagent de ces chiffres :

- la crise a provoqué une détérioration de l'équilibre commercial des six petits pays d'Europe Orientale tant avec l'URSS qu'avec les pays industrialisés ;
- elle n'a pas fondamentalement modifié les proportions par zones de leur commerce extérieur ;
- elle a exigé de leur part un effort considérable de développement de leurs exportations en volume, dont le rythme a été supérieur à celui de leurs importations tant sur la zone rouble que sur la zone dollar ; mais cet effort a été deux fois plus important vers l'Ouest que vers l'URSS. Autrement dit, au vu des chiffres, on constate que l'URSS n'a pas cherché (ou réussi) à prélever sur ses partenaires un excédent de ressources exportables au détriment de leurs ventes à l'Ouest.

Comment se présentent, dans ces conditions, les perspectives d'expansion du commerce Est-Ouest pour les années quatre-vingts ?

## II – LE COMMERCE EST-OUEST EN 1981-1985

Au début de la décennie quatre-vingts, des motivations fortes subsistent pour le maintien de courants d'échange entre l'Est et l'Ouest :

- du côté socialiste, si la poussée de modernisation par l'acquisition massive de technologie occidentale s'est essoufflée, la dépendance technologique qui est résultée des grands investissements de 1971-1975 impose la poursuite d'achats réguliers (de pièces détachées, équipements de remplacement, etc.). Le cas de la Pologne en 1980-1981 illustre l'ampleur des blocages que peut provoquer l'arrêt de ces achats. Par ailleurs, les aspirations de la population à un niveau de vie amélioré poussent à des importations de produits alimentaires et, dans une moindre mesure, manufacturés ;
- du côté occidental, l'attrait des marchés de l'Est se maintient, malgré les difficultés croissantes dues aux exigences de compensation ; en outre la recherche d'approvisionnements en énergie et matières premières devrait stimuler le commerce avec l'URSS (et avec une Pologne stabilisée).

14. Chiffres de Jan STANKOVSKY, *op. cit.*

En regard de ces motivations, les freins à l'expansion des échanges sont de trois ordres :

- le ralentissement de la croissance à l'Est, inscrit dans les plans quinquennaux des pays socialistes, la poursuite de la récession à l'Ouest (du moins en Europe), sur fond d'expansion réduite du commerce mondial (qui a augmenté en volume de 1% en 1980 et doit même légèrement diminuer en 1981), ne peuvent que diminuer les perspectives d'échanges dans les deux sens ; à ce titre, la décélération en volume (à prix constants) du commerce Est-Ouest en 1980, masquée par la forte progression des prix, est un fait inquiétant ;
- la pression des pays de l'Est pour un changement de la structure de leur commerce avec l'Ouest, et pour un accroissement de la part des produits manufacturés dans leurs ventes, se renforcera et se heurtera à des résistances accrues ; la décennie 1980-1990 verra se développer une concurrence entre les pays socialistes d'Europe et les nouveaux pays industrialisés du Tiers Monde pour nombre de ces produits ;
- la dégradation du dialogue politique Est-Ouest, illustrée notamment par l'enlèvement de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe dans sa phase trois (Madrid 1980-1981) ne favorisera pas le climat des affaires. Comment s'équilibreront les éléments favorables et défavorables ? La réponse met en jeu cinq éléments susceptibles d'une analyse logique, plus un sixième — la crise polonaise.

#### A — Le développement de l'ouverture vers l'extérieur requiert des réformes du mécanisme économique

Tous les pays socialistes européens s'affirment engagés, depuis maintenant dix à quinze ans, dans le processus du passage de la croissance extensive à une croissance intensive. En fait ce discours, qui devient plus insistant chaque fois qu'il y a ralentissement de la croissance, n'est rien d'autre qu'un appel à une plus grande productivité totale des facteurs de production — travail et capital. Comment arriver à un tel résultat ? La réponse oppose classiquement les partisans de la centralisation et ceux du recours aux mécanismes de marché, étant entendu que, depuis les réformes des années 1965-1970, toute nouvelle formule doit nécessairement contenir des éléments de « marché ». Une dose plus forte de planification centralisée a pour objectif d'intensifier la croissance par une politique rationnelle d'innovations et d'investissements, des restructurations dans l'industrie vers les secteurs les plus productifs, la concentration de la production en grandes unités, une planification directive et normative contrôlant les utilisations de la main-d'œuvre et des matières premières. Le développement du marché doit rendre les entreprises plus compétitives entre elles et avec l'extérieur, créer des stimulants propres à engendrer des gains de productivité.

Au début des années 1970, et tandis que les réformes mises en place quelques années auparavant commençaient à s'essouffler, ou à provoquer des perturbations comme en Hongrie, l'expansion du commerce avec l'Ouest apparaît, spécialement dans les petits pays d'Europe Centrale, comme le moyen idéal de la stratégie d'intensification. Avec les équipements modernes achetés à l'Ouest, les matières premières et l'énergie libéralement fournies par l'URSS, il semblait possible de provoquer une poussée de la productivité. Dès lors l'urgence de réformes internes

reculait au second plan : l'ouverture sur l'extérieur en était un substitut. Deux pays seulement, la Pologne et la Hongrie, persistaient à vouloir introduire une véritable concurrence dans le système, notamment en liant la formation des prix internes à la structure des prix mondiaux. Ces essais furent abandonnés dans une large mesure dès le déclenchement de l'inflation mondiale en 1973-1974.

La crise intervint tout au début de ce processus de modernisation. Les équipements importés étaient en cours d'installation – généralement avec des délais supérieurs aux prévisions ; ou bien ils avaient commencé à fonctionner, mais avec des effectifs et souvent avec une consommation de biens intermédiaires nettement supérieurs aux normes occidentales. Accroître les exportations, vers l'Ouest et vers l'URSS, devenait une nécessité absolue. En même temps il fallait réduire les importations pour ne pas augmenter excessivement la dette extérieure. Donc, bien souvent, il fallait compromettre le fonctionnement des usines importées – ou alors arbitrer sélectivement en faveur des importations les plus nécessaires. Une contradiction apparaissait évidente, entre la libéralisation que requérait une promotion efficace des exportations, et le contrôle central qu'exigeaient la restriction des importations et la gestion de la dette. En même temps de nouvelles réformes apparaissaient plus que jamais nécessaires pour adapter les économies de l'Est aux nouvelles structures du marché mondial.

Le seul pays protégé, au moins partiellement, de ces contradictions est l'Union soviétique ; sa faible dépendance par rapport au commerce international la rend moins vulnérable aux perturbations externes, et surtout les gains qu'elle a réalisés après 1973 par la hausse du prix de ses exportations de produits de base vers l'Ouest rendent moins impérieuses les nécessités de l'adaptation aux conditions des marchés mondiaux. Aussi bien, le réaménagement de l'économie soviétique introduit par décret du 12 juillet 1979 est un compromis renouvelé entre la tendance à renforcer la planification centrale et le souci de donner plus d'autonomie aux entreprises, accentuant légèrement le premier de ces deux termes. Aucune mention n'y est faite du commerce extérieur ; la réforme de ce secteur se poursuit cependant mais dans une quasi clandestinité, sur la base de dispositions non publiées de 1976 à 1978, dont le seul élément diffusé est constitué par les nouveaux statuts des « centrales » d'export-import.

Les petits pays d'Europe centrale, à une exception près, ne montrent pas plus d'inventivité. La Tchécoslovaquie a introduit après une expérimentation de deux ans un « Ensemble de mesures » à mettre en oeuvre après 1980 qui reproduit avec peu de variations le dispositif soviétique. La RDA poursuit sa politique classique de concentration verticale dans l'industrie comme dans l'agriculture ; le souci de l'extérieur se limite à accorder des droits plus étendus aux nouveaux combinats industriels pour leurs relations avec les marchés étrangers. La Bulgarie dans sa « nouvelle approche économique » définie en 1978-1980 et la Roumanie dans le « nouveau mécanisme économique » décrété en 1978 mettent l'accent sur la lutte contre la bureaucratie et la centralisation ; le second pays l'assortit d'une terminologie « autogestionnaire » dont on voit mal les applications concrètes.

En définitive l'ajustement au marché mondial se réduit, dans tous ces pays, à des réformes de prix internes, mises en oeuvre au début de la présente décennie,

reflétant davantage les prix relatifs du marché capitaliste, donc revalorisant les matières premières et l'énergie. Seule la Hongrie est allée beaucoup plus loin, en décidant d'orienter résolument à partir de 1980 son « nouveau mécanisme » vers la concurrence avec l'extérieur. L'élément central de ce dispositif complexe est l'introduction de prix dits « compétitifs » dérivés des prix auxquels les produits hongrois peuvent s'exporter vers l'Ouest. Mais les conséquences logiques du nouveau système (suppression des subventions, mise en faillite des entreprises peu performantes, compression d'effectifs dans les secteurs en déclin) ne paraissent pas tirées, pour des raisons sociales évidentes. Dans le même esprit la Hongrie affirme vouloir rendre convertible sa monnaie, le forint, à l'horizon 1982. Là encore les effets pratiques de cette mesure ne sont pas clairs; elle sera d'une portée limitée si elle offre seulement aux détenteurs étrangers de forints la possibilité de s'approvisionner sans contrainte administrative auprès des entreprises hongroises.

Pour des raisons bien évidentes, les orientations de la Pologne n'ont pas été mentionnées; « toutes choses égales d'ailleurs » elles se rapprocheraient du modèle hongrois.

Toutes ces réformes, et même celle de la Hongrie, ne sont pas radicales. Notons tout de même que la prise de conscience existe; la fuite en avant par le commerce n'apparaît plus comme un substitut viable aux restructurations internes. Celles-ci sont difficiles: mais à l'Ouest aussi, comme le montre l'exemple de certains grands pays développés.

## B — L'endettement extérieur a des limites

La poursuite des échanges Est-Ouest requiert un endettement prolongé des pays de l'Est. Il n'y a pas de miracle: pour résorber leur dette les pays de l'Est devraient accroître en volume leurs exportations à un rythme bien supérieur aux taux déjà élevés de ces dernières années. Ni leur capacités internes, ni les possibilités d'absorption de l'Ouest ne permettent une telle expansion. Quant à espérer qu'ils pourraient exporter vers les pays en voie de développement, en devises convertibles, de quoi éponger leur déficit vers l'Occident, c'est une hypothèse irréaliste.

Jusqu'à quelle limite pourrait se développer l'endettement? Trois éléments sont à considérer:

- la crise polonaise a ébranlé la crédibilité financière des pays de l'Est, même si individuellement la plupart de ceux-ci demeurent de bons risques. Les banques occidentales ne sont certainement pas prêtes à passer une deuxième fois par la procédure de rééchelonnement retenue pour la Pologne bien qu'elles aient déjà dû étudier, en septembre 1981, un « étalement » de la dette à court terme pour la Roumanie. L'adhésion de la Hongrie et de la Pologne au Fonds Monétaire International (dont la Roumanie fait partie depuis 1972), demandée en novembre 1981, reportera, si elle est acceptée, sur un organisme international expérimenté l'évaluation de la santé économique et financière de ces pays, mais ne pourra pas résoudre les questions de fond.

- l'abondance des liquidités internationales qui a caractérisé la période postérieure à 1974 est susceptible de se réduire dans les années 80. La progression des dépôts de

l'OPEP dans les banques, ralentie une première fois en 1977-1978, à nouveau déclinante en 1980, peut encore décroître si la hausse des prix du pétrole est freinée. Les contrôles sur les prêts bancaires internationaux se sont renforcés dans un certain nombre de pays. En 1981, on a assisté à une ponction considérable d'emprunteurs américains sur le marché des euro-devises (liée à l'essor des prises de participation et fusions d'entreprises aux États-Unis), diminuant les disponibilités des banques internationales pour d'autres emprunteurs. Au surplus, même accessible, le crédit sera plus cher pour les pays de l'Est, qui recourent de plus en plus au marché monétaire international (la part de leur endettement à ce titre était supérieure à 75% en 1979). Même pour la part de leurs besoins financée par des crédits à soutien officiel, le renchérissement des taux est inéluctable, comme le montrent les difficultés rencontrées par l'URSS pour faire financer à un taux inférieur à 8% ses emprunts pour la construction du gazoduc Sibérie-Europe occidentale, en cours de négociation depuis la fin de 1980. La renégociation du « consensus » entre les gouvernements occidentaux pour les taux d'intérêt des crédits à soutien officiel accordés aux pays de l'Est, en septembre-octobre 1981, fait apparaître une hausse de taux de 2 à 2.5%.

— enfin, les pays de l'Est eux-mêmes cherchent, on l'a vu, à diminuer la progression de leur endettement. L'Union soviétique fait pression dans le même sens et a mis en garde ses alliés, en août 1981, contre un endettement excessif vis à vis des pays capitalistes. L'exemple polonais a montré que l'URSS n'accepte pas de prendre en charge les obligations d'un pays défaillant (contrairement à la théorie dite du « parapluie ») mais qu'elle n'exclut pas l'aide financière, estimée en l'occurrence à l'équivalent de 2,4 milliards de dollars en neuf mois de crise. On peut supposer qu'elle ne cherche pas à multiplier ces expériences.

Aussi bien les estimations de la progression de la dette demeurent mesurées, et anticipent un doublement pour la fin de 1985 par rapport à la fin de 1980, ou à peine plus<sup>15</sup>, dans des conditions moyennes.

### C — Les plus-values à l'exportation de l'URSS peuvent se réduire

Les bénéfices que l'URSS a retirés entre 1974 et 1980 de la hausse des prix du pétrole et de l'or sont essentiellement aléatoires. La hausse du prix mondial du pétrole a accru directement les gains à l'exportation de l'URSS, et indirectement ses possibilités de ventes, les pays de l'OPEP ayant augmenté, entre autres, leurs achats d'armes. Pour les incidences directes, on rappellera que le prix mondial du pétrole est passé en moyenne de 2,6 dollars en 1973 à 32-36 dollars en 1980. Les exportations soviétiques de pétrole vers l'Ouest sont passées de 43 millions de tonnes en 1973 à 65 millions de tonnes en 1978, 55-58 en 1979, moins de 50 en 1980.

On notera ici que pour l'avenir, si l'URSS maintient comme elle l'a promis ses exportations de pétrole vers le Comecon à leur niveau de 1980, ses possibilités

15. Cf. Allen J. LENZ, Robert C. TEAL, « Projected CMEA Hard Currency Debt Levels under Selected Trade Growth Assumptions » in *East European Economic Assessment*, Part 2, Regional Assessments, Joint Economic Committee, Congress of the United-States, 1981, pp.732-750.

d'exportations vers l'Ouest se situeront dans une fourchette de 32 à 57 millions de tonnes en 1985, même si on ne retient pas les prévisions ultra-pessimistes de la CIA<sup>16</sup>.

Le prix de l'or est passé de 90 dollars l'once vers le milieu de 1973 à 480 dollars fin 1980 (après avoir culminé à 850 dollars au début de 1980). L'URSS a vendu de l'or à un rythme irrégulier, décroissant en début et fin de période, représentant au total environ 1700 tonnes de 1974 à 1980 – tout en maintenant une production d'environ 300 tonnes par an.

Ces plus-values dont l'URSS profite sans les avoir provoquées, même si l'on peut noter une convergence objective de ses intérêts avec ceux de l'OPEP ou de l'Union Sud Africaine, sont liées à des évolutions mondiales réversibles. La réduction de la consommation mondiale de pétrole peut faire baisser les prix, fussent-ils cartellisés. Le déclin du prix de l'or amorcé en 1980 s'est poursuivi en 1981. Or ce sont les profits exceptionnels ainsi obtenus qui ont permis à l'URSS de compenser la diminution de ses surplus exportables de pétrole vers l'Ouest, ainsi que les coûts croissants de ses importations de céréales.

#### D — L'autosuffisance alimentaire de l'Europe de l'Est est improbable à court terme

Les prévisions contenues pour l'agriculture dans les plans quinquennaux 1981-1985 des pays socialistes sont modestes, quoique généralement supérieures aux (médiocres) résultats de 1976-1980. Ces plans indiquent d'importants investissements (entre le quart et le sixième des investissements économiques totaux seront consacrés à ce secteur), qui impliquent d'ailleurs le recours aux technologies agro-alimentaires occidentales; le plan soviétique, le plus ambitieux, a immédiatement suscité l'intérêt des industriels européens. Les pénuries présentes, les erreurs de gestion et les contre-performances observables dans le passé rendent cependant peu plausible l'hypothèse d'une autosuffisance alimentaire pour l'ensemble de la zone. L'URSS demeurera importateur net de céréales et de viande; l'Europe de l'Est restera exportatrice de viande (vers l'Europe occidentale et surtout vers les pays du Moyen Orient compte tenu des obstacles nés de la politique agricole commune) et importatrice de céréales<sup>17</sup>. À elle seule, l'URSS importera selon les estimations les plus modérées entre 18 et 20 millions de tonnes de céréales par an sur la période 1981/82-1985/86<sup>18</sup>.

16. Ch. BEAUCOURT, « Politique pétrolière et équilibre énergétique de l'URSS », Aspects de la politique économique soviétique, n° spécial de *Économie prospective internationale*, CEPII, n° 6, avril 1981, p.46.

17. Cf. les prévisions, toujours valables, d'A. TIRASPOLSKY, « Vers une autosuffisance agro-alimentaire de l'Europe orientale », *Le courrier des Pays de l'Est*, n° 232, septembre 1979, pp. 3-17.

18. Estimations de Padma Desai, reprises dans le *Financial Times* du 9 avril 1981. Notons que les importations effectives ont été de 31 millions de tonnes en 1979/80, 35 millions (estimations) en 1980/81; les perspectives d'importation pour 1981/82 étaient estimées en septembre 1981 à plus de 40 millions de tonnes par le Département américain à l'Agriculture.

### E — La coopération interne au Comecon implique le recours aux importations en provenance de l'Occident

La crise mondiale a provoqué un infléchissement de la coopération intra-Comecon. Dès 1975, les pays membres adoptèrent un « plan concerté des mesures intégrationnistes multilatérales » pour 1976-1980, qui était en fait un programme d'investissement centré sur la mise en valeur des ressources minérales et énergétiques soviétiques (très accessoirement, cubaines et mongoles). Le projet principal, la construction du gazoduc Orenburg-frontière occidentale de l'URSS, devait absorber à lui seul plus de deux-cinquièmes des investissements projetés. Selon les termes de l'accord général pour ce projet, les partenaires de l'URSS s'engageaient à lui fournir des équipements et de la main-d'oeuvre, à crédit, contre des approvisionnements en gaz une fois le projet achevé. La plus grande partie des équipements a été financée par les pays socialistes en devises, couvrant l'achat de tubes, équipements de compression, etc., à l'Ouest<sup>19</sup>. Le montant de ces achats est évalué à 2-2,5 milliards de dollars. Rapprochons cette opération, portant sur un gazoduc de 2750 km de long et de 28 milliards de m<sup>3</sup> annuels de capacité, du projet de gazoduc Sibérie occidentale — Europe, déjà mentionné. Six ans après le début de l'opération Orenburg, l'URSS se tourne directement vers l'Europe occidentale (RFA, France, Italie, Autriche, Belgique, Pays-Bas) pour financer un nouveau gazoduc, de 5500 km de long, 40 milliards de m<sup>3</sup> de capacité, et dont le coût en devises serait de 10 à 15 milliards de dollars. Dans les deux cas les équipements viennent de l'Ouest, et sont de façon ultime compensés par un flux d'exportations vers l'Europe occidentale; dans le premier cas, il s'agit des exportations courantes des pays d'Europe centrale, dans le second, bien plus avantageux pour l'Europe de l'Ouest, de livraisons de gaz soviétique.

Dans le cadre du Comecon, on ne connaît pas encore les détails du plan commun 1981-1985 qui doit relayer celui de 1976-1980 et qui a été arrêté, tardivement, à la session de juillet 1981 du Conseil d'Entraide Économique. Mais on peut en avancer les grandes lignes, puisque ce plan s'intègre dans un ensemble de « programmes finalisés de coopération à long terme » adoptés en 1978 et 1979. Ici encore le programme essentiel est celui qui porte sur l'énergie et les matières premières; le noyau en est un plan de développement ambitieux de l'énergie nucléaire, dont la part dans la production d'électricité doit passer, pour l'ensemble du Comecon, de 10% en 1980 à 25% en 1990. Ici l'appel à la technologie occidentale est plus réduit, car l'URSS fournira l'essentiel des équipements. Mais d'autres projets, de même que les schémas de spécialisation et coopération prévus dans les accords bilatéraux à long terme signés entre l'URSS et ses partenaires, requièrent le développement d'importations en provenance des pays industrialisés.

Ainsi donc les perspectives du commerce Est-Ouest paraissent raisonnablement bonnes, avec une progression équilibrée des flux de part et d'autre, dans des conditions moyennes que l'on pourrait résumer ainsi :

19. Jean-Paul GILBERT, Jean-Jacques JANOWSKI, « CAEM: Vers une intégration économique accrue », *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 250, avril 1981, pp. 5-43; John HANNIGAN, Carl MC MILLAN, « Joint Investment in Ressource Development: Sectoral Approaches to Socialist Integration », *East European Assesment*, Part 2, Regional Assesments, *op. cit.*, pp.259-295.



- une adaptation plus grande des économies socialistes à leur environnement externe;
- le maintien de la dette à un niveau acceptable;
- la stabilisation de la situation agricole en Europe de l'Est;
- un développement de l'intégration socialiste permettant une mise en valeur des ressources naturelles du bloc, et spécialement de l'URSS.

À ces conditions on doit ajouter un contexte politique qui ne limiterait pas les exportations occidentales (de technologie ou de produits alimentaires) ou les importations (de matières premières) pour des raisons politiques, et un climat économique de protectionnisme « praticable ».

Même si ces conditions sont réunies, les prévisions rationnelles sont inopérantes devant les situations de crise.

#### F — La crise polonaise peut renverser tous les équilibres et déjouer toutes les prévisions

On ne reprendra pas ici les éléments bien connus de la crise polonaise depuis août 1980. Mais, en guise de conclusion, on évoquera la manière dont elle est susceptible d'influencer les rapports Est-Ouest :

- elle illustre l'incapacité d'un mécanisme centralement planifié à s'adapter à temps à des perturbations externes, sa vulnérabilité à une explosion sociale non réprimée;
- l'impasse que constitue un endettement extérieur excessif, tant pour les créanciers que pour les débiteurs, est dramatiquement éclairée. À partir d'un certain point, la Pologne ne peut plus rembourser sa dette parce qu'elle n'est pas en état de l'accroître, fût-ce de sa quantité marginale permettant de remettre en marche des capacités de production;
- les pénuries alimentaires presque inexplicables d'un pays encore fortement agricole déroutent les tentatives faites pour apprécier l'équilibre agro-alimentaire du Comecon;
- la faillite charbonnière, attribuable à des causes autant politiques et sociales qu'économiques, montre que même les cartes maîtresses à l'exportation peuvent ne pas être jouables; au-delà, elle compromet l'équilibre énergétique de la zone;
- les incertitudes pesant sur l'avenir de la Pologne ont déjà retardé le démarrage des programmes d'intégration pour la décennie 1981-1990. Elles peuvent déstabiliser l'équilibre complexe des interactions entre les relations Est-Ouest et intra-Comecon.

Dans ce contexte, il faut assurément s'inquiéter du ralentissement observé dans la croissance en valeur du commerce Est-Ouest au cours des premiers mois de 1981, associé à un déclin très sensible des échanges avec la Pologne. Conjoncture ou tendance lourde? La crise polonaise ne peut qu'aggraver l'une ou l'autre.